

# CENTRE DES IMPOTS



## PROCEDURES DE VERIFICATIONS FISCALES

# Contenu

- **Contrôle des déclarations :**
- **Vérification fiscale des déclarations**
- **Procédures de vérification : (vérification de comptabilité, vérification ponctuelle et VASFE)**

## I-Contrôle des déclarations :

L'administration fiscale contrôle les déclarations ainsi que les actes utilisés pour l'établissement de tout impôt, droit, taxe et redevance.

L'inspecteur vérifie les déclarations. Les demandes d'explications et de justifications sont faites par écrit.

Il peut rectifier les déclarations mais il doit, au préalable, sous peine de nullité de la procédure, adresser au contribuable la rectification qu'il envisage en lui indiquant pour chaque point de redressement les motifs et les articles du code correspondant ainsi que les bases d'imposition et le calcul des impositions en découlant. Il invite, en même temps, l'intéressé à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de trente (30) jours. Le défaut de réponse équivaut à une acceptation tacite.

La notification de redressement est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au contribuable avec accusé de réception.

Après expiration du délai de réponse, l'inspecteur fixe et notifie la base d'imposition sous réserve de droits de réclamation de l'intéressé après établissement du rôle de régularisation.

## II-Vérification fiscale des déclarations :

### A. La vérification ponctuelle :

La vérification ponctuelle de comptabilité est une procédure de contrôle ciblé qui porte sur un ou plusieurs impôts au titre de tout ou partie de la période non prescrite, ou à un groupe d'opérations ou données comptables portant sur une période inférieure à un exercice fiscal.

### B. La vérification de comptabilité :

La vérification de comptabilité est un ensemble d'opérations qui permettent à l'administration fiscale d'examiner, sur place, la comptabilité d'une entité fiscale, de la confronter à certaines données matérielles, afin de s'assurer de la sincérité et de la valeur probante des écritures, de contrôler la régularité des déclarations souscrites et d'assurer éventuellement les régularisations et redressements qui s'imposent. Elle porte sur l'ensemble des impôts et taxes auxquels est soumis le contribuable.

### C. La vérification de la situation fiscale d'ensemble :

La vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble (VASFE) constitue le moyen par lequel l'administration fiscale exerce son pouvoir de contrôle sur les déclarations de revenus souscrites par les personnes physiques au regard de l'impôt sur le revenu global, qu'elles aient ou non leur domicile fiscal en Algérie, lorsqu'elles y ont des obligations au titre de cet impôt.

A l'occasion de cette vérification, les agents vérificateurs contrôlent la cohérence entre, d'une part, les revenus déclarés et, d'autre part, la situation patrimoniale, la situation sociale et les éléments du train de vie des membres du foyer fiscal au sens de l'article 6 du code des impôts directs et taxes assimilées.

### A. La procédure contradictoire de redressement :

La fraude fiscale est un contrôle opéré par l'administration fiscale et qui s'effectue avant l'émission de la déclaration. Elle est organisée par le contribuable et vise, notamment, l'organisation du contribuable à travers une notification de redressement et ce, même en l'absence de redressement ou en cas de rejet de comptabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise avec accusé de réception et doit être détaillée et motivée de manière à permettre la reconstitution des bases d'imposition et de formuler les observations ou de faire connaître son acceptation.

Le contribuable vérifié dispose d'un délai de (40) jours dans le cadre de la vérification de comptabilité ou de la VASFE et trente (30) jours s'il fait l'objet de vérification ponctuelle pour formuler ses observations ou son acceptation :

Cette procédure, permet à l'administration fiscale d'intervenir pour stopper une fraude en cours, lorsque suffisamment d'indices sont réunis. Elle permet également à l'administration d'avoir un accès direct aux documents comptables, financiers et sociaux des personnes concernées, en temps réel et ce même pour une période au titre de la quelle l'obligation déclarative, prévue par la législation fiscale en vigueur, n'est pas échue.

## III- Procédures de vérification : (vérification de comptabilité, vérification ponctuelle et VASFE) :

### 1. Envoi d'un avis de vérification:

La vérification ne peut être entreprise sans que le contribuable en ait été préalablement informé par l'envoi ou la remise avec accusé de réception d'un avis de vérification accompagné de la charte des droits et obligations du contribuable vérifié et qu'il ait disposé d'un délai minimum de préparation de dix (10) jours pour la vérification de comptabilité et la vérification ponctuelle et de quinze (15) jours pour la VASFE. Lesdits délais commencent à courir à compter de la date de réception de cet avis de vérification.

### 2. Assistance d'un conseil :

Le contribuable a le droit, lors d'une vérification, de se faire assister d'un conseil de son choix.

Avant le début des opérations de contrôle, il est averti de cette faculté sous peine de nullité de la vérification, qui est portée sur l'avis de vérification.

### 3. Délai de la vérification :

#### • Vérification de comptabilité :

La vérification sur place de livres et documents comptables ne peut s'étendre sur une durée supérieure à quatre (04) mois, en ce qui concerne :

- ✓ Les entreprises de prestations de services, lorsque leur chiffre d'affaires annuel n'excède pas 1.000.000 DA pour chacun des exercices vérifiés ;
- ✓ Toutes les autres entreprises, lorsque leur chiffre d'affaires n'excède pas 2.000.000 DA, pour chacun des exercices vérifiés.

Ce délai est porté à six (6) mois pour les entreprises ci-dessus, lorsque leur chiffre d'affaires annuel n'excède pas respectivement 5.000.000 DA et 10.000.000 DA pour chacun des exercices vérifiés.

- ✓ Dans tous les autres cas, la durée de la vérification sur place ne doit pas dépasser un an.

#### • Vérification de la situation fiscale d'ensemble :

La VASFE ne peut s'étendre, sous peine de nullité, sur une période supérieure à compter de la date de réception ou de remise de l'avis de vérification. L'administration peut être amenée, dans certains cas, à fixer d'office les bases d'imposition. Il en est ainsi, notamment lorsque le contribuable :

#### • Vérification ponctuelle :

La vérification sur place des livres et documents, dans le cadre de la vérification ponctuelle, ne peut s'étendre sur une durée supérieure à deux (2) mois de contrôle ;

- ✓ N'a pas déposé, dans les délais légaux, la déclaration relative aux revenus (BIC et BNC), la déclaration relative à l'impôt sur les bénéfices ou les déclarations de TVA ;
- ✓ N'a pas présenté de comptabilité ou que sa comptabilité a fait l'objet d'un rejet.



Téléphone :

021-59-51-51/poste :  
2170/2193

Fax : 021-59-53-47

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة المالية  
المديرية العامة للضرائب

مركز

الضرائب

إجراءات  
الرقابة الجبائية

# المحتوى

- مراقبة التصريحات
- التحقيقات الجبائية في التصريحات
- إجراءات التحقيق (التحقيق في المحاسبة، التحقيق المصوّب، التلبس الجبائي)



الهاتف

021-59-51-51/

مكتب: 2170/2193

الفاكس

021-59-53-47



البريد الإلكتروني

contact\_dgi@mf.gov

الموقع الإلكتروني



العنوان

مبنى أحمد فرانسيس  
حي مالكي  
بن عكنون

## 1. مراقبة التصريحات

تراقب الإدارة الجبائية التصريحات والمستندات المستعملة لفرض كل ضريبة أو حق أو رسم أو أتوة .

يتعين على المؤسسات و الهيئات المعنية أن تقدم للإدارة الجبائية بناء على طلبها ، الدفاتر والوثائق المحاسبية التي تتوفر عليها .

يمكن للمفتش أن يصحح التصريحات، لكن عليه قبل ذلك ، تحت طائلة بطلان إجراءات الإخضاع الضريبي ، أن يرسل إلى المكلف بالضريبة التصحيح المقرر القيام به على أن يبين له بكل وضوح، بالنسبة لكل إعادة تقويم، الأسباب التي دعت إلى ذلك و مواد قانون الضرائب المطابقة لذلك. وكذا أسس الإخضاع الضريبي و حساب الضرائب المترتبة، كما يقوم في نفس الوقت، بدعوة المكلف بالضريبة المعني إلى الإعلان عن موافقته أو تقديم ملاحظاته في أجل ثلاثين (30) يوما. و يعد عدم الرد في هذا الأجل بمثابة قبول ضمني.

يرسل الإشعار بإعادة التقويم للمكلف بالضريبة في رسالة موصى عليها مع إشعار بالاستلام أو يسلم له مع إشعار بالاستلام.

و يحدد المفتش، بعد انقضاء أجل الرد، أساس الإخضاع الضريبي الذي يتم تبليغه أيضا للمكلف بالضريبة مع مراعاة حق المعني في الاعتراض بعد إعداد جدول التسوية.

## 1. التحقيقات الجبائية في التصريحات

### 1.2- التحقيق المصوّب:

إن الرقابة المصوبة هي تحقيق في المحاسبة يتعلق بضريبة واحدة أو عدة ضرائب بعنوان جزء أو كل المدة غير المتقدمة أو مجموعة عمليات أو معطيات محاسبية تتعلق بمدة تقل عن سنة جبائية.

### 2.2- التحقيق في المحاسبة:

يقصد بالتحقيق في المحاسبة مجموع العمليات التي تهدف إلى مراقبة التصريحات الجبائية المكتتبه من طرف المكلف بالضريبة بعنوان المدة غير المتقدمة و يشمل التحقيق مجموع الضرائب و الرسوم التي يخضع لها المكلف بالضريبة.

### 3.2- التحقيق المعمق في الوضعية الجبائية الشاملة

يمكن لأعوان الإدارة الجبائية أن يشرعوا في التحقيق المعمق في الوضعية الجبائية الشاملة للأشخاص الطبيعيين بالنسبة للضريبة على الدخل الإجمالي، سواء توفر لديهم موطن جبائي في الجزائر أم لا، عندما تكون لديهم التزامات متعلقة بهذه الضريبة.

و في هذا التحقيق، يتأكد الأعوان المحققون من الانسجام الحاصل بين المداخل المصرّح بها من جهة، و الذمة أو الحالة المالية و العناصر المكوّنة لنمط معيشة أعضاء المقر الجبائي، من جهة أخرى، و هذا حسب المادتين 6 و 98 من قانون الضرائب المباشرة و الرسوم المماثلة .

و يمكن القيام بتحقيق معمق في الوضعية الجبائية الشاملة عندما تظهر وضعية الملكية و عناصر نمط المعيشة لشخص غير محصي جبائيا، و جود أنشطة أو مداخيل متملصة من الضريبة.

### 4.2 - التلبس الجبائي:

و يعتبر التلبس الجبائي عملية مراقبة تضطلع بها الإدارة الجبائية قبل أي مناورة ينظمها المكلف بالضريبة بهدف ترتيب عملية الإعسار على الخصوص.

ويسمح هذا الإجراء للإدارة الجبائية بالتدخل لوقف الغش الممارس عندما تجتمع مؤشرات مقبولة. كما يسمح للإدارة بالحصول على الاستعمال المباشر للوثائق المحاسبية و المالية والاجتماعية للأشخاص المعنيين في الوقت المناسب وذلك حتى بالنسبة للمرحلة التي لا تنتهي فيها الالتزامات التصريحية المنصوص عليها في التشريع الجبائي.

## 2. إجراءات التحقيق (التحقيق في المحاسبة، التحقيق المصوّب، التلبس الجبائي) :

### 1.3 - إرسال إشعار بالتحقيق:

لا يمكن الشروع في إجراء أي تحقيق في المحاسبة دون إعلام المكلف بالضريبة بذلك مسبقا، عن طريق إرسال أو تسليم إشعار بالتحقيق مقابل إشعار بالوصول مرفقا بميثاق حقوق وواجبات المكلف بالضريبة المحقق في محاسبته، على أن يستفيد المعني من أجل أدنى للتحضير، مدته عشرة (10) أيام ، ابتداء من تاريخ إستلام هذا الإشعار. بالنسبة للتحقيق في المحاسبة و التحقيق المصوّب و خمسة عشرة (15) يوم بالنسبة للتحقيق المعمق في الوضعية الجبائية الشاملة. يبدأ سريان الأجل المذكورة ابتداء من تاريخ استلام الإشعار بالتحقيق.

يجب أن يحدد الإشعار بالتحقيق تاريخ إرساله لأول تدخل و المدة الواجب التحقيق فيها و كذا الحقوق و الضرائب و الرسوم و الإتاوات المعنية بالإضافة إلى الوثائق الواجب الإطلاع عليها.



#### الهاتف

021-59-51-51/

مكتب: 2170/2193

#### الفاكس

021-59-53-47



#### البريد الإلكتروني

contact\_dgi@mf.

gov

#### الموقع الإلكتروني



#### العنوان

مبنى أحمد فرانسيس  
حي مالكي  
بن عكنون

### 2.3 - حق الاستعانة بمستشار

يحق للمكلف بالضريبة الاستعانة بمستشار من اختياره.

يتم الإطلاع على هذه الإمكانية قبل بداية عمليات الرقابة، وذلك تحت طائلة بطلان عملية الرقابة. يجب أن يتضمن إشعار التحقيق ذلك.

### 3.3 - مدة التحقيق في عين المكان:

#### • التحقيق في المحاسبة:

لا يمكن، تحت طائلة بطلان الإجراء، أن تستغرق مدة التحقيق في عين المكان فيما يخص الدفاتر و الوثائق المحاسبية أكثر من أربعة (04) أشهر، فيما يخص:

\* مؤسسات تأدية الخدمات، إذا كان رقم أعمالها السنوي لا يتجاوز 1.000.000 دج، بالنسبة لكل سنة مالية محقق فيها.

\* كل المؤسسات الأخرى، إذا كان رقم أعمالها السنوي لا يتجاوز 2.000.000 دج، بالنسبة لكل سنة مالية محقق فيها.

يمدد هذا الأجل إلى سنة (06) أشهر بالنسبة للمؤسسات المذكورة أعلاه، إذا كان رقم أعمالها السنوي لا يفوق على التوالي 5.000.000 دج و 10.000.000 دج، بالنسبة لكل سنة مالية محقق فيها.

يجب أن لا تتجاوز مدة التحقيق بعين المكان في جميع الحالات الأخرى، سنة واحدة

#### • التحقيق المعمق في الوضعية الجبائية الشاملة

تحت طائلة بطلان فرض الضريبة، لا يمكن أن يمتد التحقيق المعمق في الوضعية الجبائية الشاملة طيلة فترة تفوق سنة واحدة، اعتبارا من تاريخ استلام الإشعار بالتحقيق المنصوص عليه في المقطع 3 أعلاه أو تاريخ تسليمه.

#### • التحقيق المصوب:

لا يمكن، تحت طائلة بطلان الإجراء، أن تستغرق مدة التحقيق في عين المكان، في الدفاتر و الوثائق، أكثر من شهرين(02).

### 4.3 - نتيجة التحقيق :

#### • الإجراء التفاضلي لإعادة التقييم:

يتعين وجوبا إعلام المكلف بالضريبة بنتائج التحقيق في المحاسبة، عن طريق تبليغ بإعادة التقييم و هذا حتى في حالة غياب إعادة تقييم أو عند في حالة رفض المحاسبة.

يجب إرسال هذا التبليغ بواسطة رسالة موصى عليها مع إشعار بالإستلام أو تسليمه مع إشعار بالإستلام.

كما يجب أن يكون هذا التبليغ مفصلا و معللا بكيفية تسمح بإعادة تأسيس أسس فرض الضريبة.

يجب، تحت طائلة بطلان الإجراء، أن يتضمن تبليغ إعادة التقييم بيانا يشير إلى حق المكلف بالضريبة الإستعانة بمستشار يختاره هو من أجل مناقشة إقتراحات الرفع في مبلغ الضريبة أو قصد الإجابة عليها.

يجب أن يكون التبليغ بإعادة التقييم مفصلا بما فيه الكفاية و معللا بكيفية تسمح للمكلف بالضريبة بإعادة تشكيل أسس فرض الضريبة و تقديم ملاحظاته أو إبداء موافقته.

#### • إجراء فرض الضريبة تلقائيا:

يمكن أن تلجأ الإدارة في بعض الحالات، إلى تحديد التلقائي للضريبة، و يتم ذلك على وجه الخصوص، عندما:

✓ يعترض المكلف بالضريبة على إجراء الرقابة الجبائية سواء بسبب فعله أو بسبب تدخل أو حضور الغير الذي يقوم بالإعتراض و عرقلة إجراءات متابعة عمليات الرقابة؛

✓ لا يقوم المكلف بالضريبة بإيداع في الأجل المحددة التصريح الخاص بالمداخيل (الضريبة على الأرباح الصناعية و التجارية و الضريبة على الأرباح غير التجارية) أو التصريح المتعلق بالضريبة على أرباح الشركات أو التصريحات الخاصة بالرسم على القيمة المضافة؛

✓ لا يقوم المكلف بالضريبة بتقديم محاسبته أو كانت محاسبته محل